

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIOCREDIBAIL

Société Anonyme au capital de 32.000.000 euros
Siège Social : 18 rue Baudin – 92300 Levallois-Perret
998 630 206 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Natiocredibail relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2 (A) Changements de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

| Risque identifié | Notre réponse |
|---|--|
| <p>Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.</p> <p>Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur ses activités (crédit-bail, location simple).</p> <p>Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables, tels qu'énoncés dans la note 2-D de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ces flux.</p> <p>Au 31 décembre 2025, le montant total des immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 3 062,8 dont M€ 37,8 de créances douteuses.</p> <p>Le montant total des dépréciations s'élève à M€ 25,3 comme présenté dans les notes 2D, 2G, 3G et 3H de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p> | <p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé, en date d'arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► l'identification des indicateurs de dépréciation ; ► la classification des expositions en créances douteuses ; ► la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé. <p>En complément, nous avons procédé à un examen de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées dans l'annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.</p> |

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natiocredibail par votre assemblée générale du 23 juin 2023 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans sa deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Julien Koscién

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde

BILAN COMPARE 2025-2024

| ACTIF | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|------------------|
| | 2025 | 2024 |
| CAISSE BANQUES CENTRALES ,CCP | | |
| EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES | | |
| CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 173 460 | 194 512 |
| OPERATION AVEC LA CLIENTELE | | |
| OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | | |
| ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE | | |
| PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME | 7 | 7 |
| PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES | 395 284 | 388 508 |
| CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT | 3 030 711 | 3 040 337 |
| LOCATION SIMPLE | 6 837 | 3 431 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | |
| ACTIONS PROPRES | | |
| AUTRES ACTIFS | 127 091 | 118 474 |
| COMPTES DE REGULARISATION | 25 738 | 27 047 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 3 759 128 | 3 772 318 |

| PASSIF | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|------------------|
| | 2025 | 2024 |
| BANQUES CENTRALES, CCP | | |
| DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 3 403 270 | 3 367 199 |
| OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 239 437 | 248 442 |
| DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | 1 000 | 1 000 |
| AUTRES PASSIFS | 56 974 | 66 895 |
| COMPTES DE REGULARISATION | 37 568 | 44 390 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 1 493 | 2 033 |
| DETTES SUBORDONNEES | | |
| FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX | | |
| CAPITAUX PROPRES HORS FRBG | 19 386 | 42 358 |
| CAPITAL SOUSCRIT | 32 000 | 32 000 |
| PRIMES D'EMISSION | 17 642 | 17 642 |
| RESERVES | 3 275 | 3 275 |
| ECART DE REEVALUATION | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS | 4 360 | 4 914 |
| REPORT A NOUVEAU | -15 473 | -6 103 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | -22 419 | -9 369 |
| ACOMPTES SUR DIVIDENDES | | |
| TOTAL DU PASSIF | 3 759 128 | 3 772 317 |

HORS BILAN COMPARE 2025-2024

| HORS BILAN | En milliers d'euros | |
|----------------------------------|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| ENGAGEMENTS DONNES | 123 338 | 164 794 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 122 177 | 163 633 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 1 161 | 1 161 |
| ENGAGEMENTS SUS TITRES | | |
| ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES | | |
| ENGAGEMENTS RECUS | 38 559 | 141 470 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 38 559 | 141 470 |
| ENGAGEMENTS SUR TITRE | | |

COMPTE DE RESULTAT COMPARE 2025-2024

| COMPTE DE RESULTAT | (En milliers d'euros) | |
|--------------------------------|-----------------------|----------|
| | 2025 | 2024 |
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 3 182 | 9 146 |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILES | -94 661 | -112 697 |

| | | |
|---|----------------|----------------|
| PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES | 478 228 | 567 904 |
| CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES | -381 132 | -450 212 |
| PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES | 1 444 | 1 000 |
| CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES | -3 016 | -849 |
| REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE | 0 | 1 |
| COMMISSIONS (PRODUITS) | | |
| COMMISSIONS (CHARGES) | -129 | -140 |
| GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | - | 0 |
| GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES | | |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 1 093 | 1 293 |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | -779 | -418 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 4 229 | 15 028 |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | -23 000 | -25 282 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES | | |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | -18 772 | -10 254 |
| COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT | 9 | 186 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -18 763 | -10 068 |
| GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES | -13 224 | -14 057 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | -31 987 | -24 124 |
| IMPOT SUR LES BENEFICES | 9 568 | 14 755 |
| DOTATIONS ET REPRISES DEFERB ET PROVISIONS REGLEMENTEES | | |
| RESULTAT NET | -22 419 | -9 369 |

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX
NATIOCREDIBAIL SA (SIRET 998630206 00055)
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Néant.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de NATIOCREDIBAIL ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles que prévues dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

A) Changements de méthodes comptables

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

B) Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et de hors bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

La société NATIOCREDIBAIL n'est pas concernée par ce type d'opérations.

C) Créances sur les établissements de crédit

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

D) Opérations avec la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Conformément aux dispositions du règlement 2014-07, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

NATIOCREDIBAIL fait application, depuis le 26 novembre 2014, l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS.

L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances similaires de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour NATIOCREDIBAIL.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

E) Titres

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Parts dans les entreprises liées » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

F) Crédit-Bail, Location avec option d'achat et Location Simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

1) Opérations de Crédit-bail

Il convient au préalable de rappeler que NATIOCREDBAIL avait opté pour le maintien du régime fiscal d'exonération dans les conditions prévues par l'article 96 de la loi de finances pour 1991, et dont les dispositions générales sont rappelées ci-après :

Le régime fiscal des opérations de crédit-bail immobilier diffère selon qu'il s'agit :

- des opérations conclues avant le 1^{er} janvier 1991 : maintien du régime fiscal de faveur des SICOMI ;
- des opérations conclues entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 1995 : maintien du régime de faveur jusqu'au 31 décembre 1995, sauf pour les opérations portant sur des immeubles à usage de bureaux, exclues du bénéfice du régime dérogatoire dès le 1^{er} janvier 1991.

▪ Opérations de crédit-bail immobilier conclues jusqu'au 31 décembre 1995

a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier

L'amortissement est comptabilisé selon un mode dégressif pour chaque opération. Cependant, conformément à la réglementation particulière applicable aux SICOMI (circulaire du 30 septembre 1968), la Société peut amortir ses immeubles sur des durées plus courtes que celles de droit commun. NATIOCREDBAIL amortit sur une durée de vingt ans ses immeubles.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

La Société est autorisée à constituer chaque année une provision spéciale, dite " Provision article 64 ", égale à la différence entre l'amortissement financier annuel de l'opération et l'amortissement comptable dudit immeuble pratiqué.

■ Opérations de crédit-bail immobilier conclues à partir du 1^{er} janvier 1996**a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble. La provision est calculée en prenant en compte la différence de l'amortissement financier effectivement facturé et de l'amortissement comptable.

2) Opérations de Location simple Immobilier

Les immobilisations en location simple correspondent aux immeubles transférés des opérations en crédit-bail résiliées dont le preneur n'a pas exercé l'option d'achat et en attente de vente par NATIOCREDBAIL.

NATIOCREDBAIL n'a pas acquis d'immeuble dans le but de les garder sur une durée long terme et par conséquent, qui répondraient à la définition « d'immeuble de placement ». Compte tenu de cette approche, NATIOCREDBAIL n'a pas mis en place l'approche par composant.

Le transfert des opérations de crédit-bail vers les immeubles en location simple s'effectue à la valeur nette comptable constatée à la date du transfert. En revanche, les amortissements sont comptabilisés sur un mode linéaire sur la durée restante de l'amortissement de l'immeuble. Les immeubles font l'objet d'une valorisation à dire d'experts et si la valeur nette comptable est supérieure à la valorisation de l'immeuble, une dépréciation est comptabilisée.

3) Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à la constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour NATIOCREDBAIL.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

4) Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2025.

G) Provisions

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement ANC n° 2014-03, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de NATIOCREDBAIL à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

H) Impôts différés

A compter du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2025, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les bénéfices » et s'élève à 9 568 K€.

I) Produit Net Bancaire

■ Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

▪ Charges et produits sur opérations de crédit-bail immobilier et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail immobilier et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts & l'article 64 de la loi de finances pour 1970, n° 69-1161 du 24 décembre 1969) et les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit-bail immobilier et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice.

S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de location et les reprises de provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts & article 64 de la loi de finances pour 1970, n° 69-1161 du 24 décembre 1969), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent, les frais de dossiers et le coût du risque.

J) Charges Générales d'Exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 23 000 K€ contre 25 000 K€ en 2024 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 23 000 K€.

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVISES

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDBAIL n'est pas concerné par ce type d'opérations.

B) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

| | En milliers d'euros | |
|----------------------------------|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| Créances à vue | 10 467 | 10 804 |
| Créances rattachées | - | - |
| Total à vue | 10 467 | 10 804 |
| Prêt au jour le jour | - | - |
| Autres créances à terme | 162 446 | 182 682 |
| Créances rattachées | 535 | 981 |
| Total à terme | 162 981 | 183 663 |
| Créances douteuses sur confrères | 27 | 68 |
| Provisions à l'ouverture | -23 | - |
| Dotation de l'exercice | - | - |
| Reprise de l'exercice | - | - |
| Provisions à la clôture | -15 | -23 |
| Total | 12 | 45 |
| TOTAL | 173 460 | 194 512 |

Echéancier au 31 décembre 2025 :

| | En milliers d'euros | | | | |
|---|---------------------|----------|---------------|--------------|---------|
| | Total bilan | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans |
| Créances à vue (hors créances rattachées) | 10 467 | 10 467 | - | - | - |
| Créances à terme (hors créances rattachées) | 162 446 | 31 776 | 49 468 | 80 002 | 1 200 |

C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (ACTIF)

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

D) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

E) ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

F) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

| En milliers d'euros | | | | |
|--|----------------|-------------------|-----------------------|-------------------------------|
| | Valeur nette | Dont titres cotés | Dont titres non cotés | Dont établissements de crédit |
| Participations et autres titres détenus à long terme (France) | 7 | - | 7 | 0 |
| Parts dans les entreprises liées | 395 284 | - | - | 395 284 |
| Parts dans les entreprises liées (Etranger) | - | - | - | 0 |
| Parts dans les entreprises liées (Total) | 395 284 | - | - | 395 284 |
| Dotations en capital | - | - | - | 0 |
| Elimination des Opérations réciproques | - | - | - | 0 |
| Total 2025 | 395 292 | 0 | 7 | 395 284 |
| Total 2024 | 388 516 | 0 | 7 | 388 508 |

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

| En milliers d'euros | | | |
|--|----------------|--|----------------------------------|
| | Total | Participations et autres titres détenus à long terme | Parts dans les entreprises liées |
| Valeur brute au 31 décembre 2024 | 413 299 | 7 | 413 292 |
| Acquisitions de l'exercice | - | 0 | 0 |
| Cessions de l'exercice | 0 | 0 | |
| Autres mouvements | 20 000 | | 20 000 |
| Valeur brute au 31 décembre 2025 | 433 299 | 7 | 433 292 |
| Dépréciations au 31 décembre 2024 | 24 784 | 0 | 24 784 |
| Dotations de l'exercice | 13 224 | | 13 224 |
| Reprises de l'exercice | | | |
| Autres mouvements | | | |
| Dépréciations au 31 décembre 2025 | 38 008 | 0 | 38 008 |
| Valeur nette au 31 décembre 2024 | 388 516 | 7 | 388 508 |
| Valeur nette au 31 décembre 2025 | 395 292 | 7 | 395 284 |

G) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D’ACHAT

| En milliers d'euros | | | | | | | | | | | |
|---|---------------------|---|--|---------------------------------|---------------------|------------------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|--------------------------------------|
| | IMMOBILISATIONS | | | | | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | | Valeur nette comptable au 31/12/2025 |
| | Solde au 31/12/2024 | Acquisitions d'im mobilisations de l'exercice | Sorties d'im mobilisations de l'exercice | Autres Variations de l'exercice | Solde au 31/12/2025 | Solde au 31/12/2024 | Dotations d'amortissements de l'exercice | Reprises d'amortissements de l'exercice | Autres variations de l'exercice | Solde au 31/12/2025 | |
| Immobilisations en Crédit Bail | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en Crédit Bail | 4 616 721 | 380 103 | -236 424 | -11 436 | 4 748 964 | -1 356 380 | -201 891 | 124 286 | 3 489 | -1 430 496 | 3 318 468 |
| Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles | | | | | | -475 109 | -105 807 | 70 650 | 187 | -510 079 | -510 079 |
| Total des immobilisations en Crédit Bail | 4 616 721 | 380 103 | -236 424 | -11 436 | 4 748 964 | -1 831 489 | -307 698 | 194 936 | 3 677 | -1 940 575 | 2 808 389 |
| Immobilisations en cours Crédit Bail | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en cours Crédit Bail | 189 988 | 163 936 | -189 988 | 0 | 163 936 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 163 936 |
| Total des Immobilisations en cours Crédit Bail | 189 988 | 163 936 | -189 988 | 0 | 163 936 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 163 936 |
| Acomptes versés fournisseurs | | | | | | | | | | | |
| Acomptes versés fournisseurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des acomptes versés fournisseurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Immobilisations Crédit Bail | 4 806 709 | 544 038 | -426 412 | -11 436 | 4 912 899 | -1 831 489 | -307 698 | 194 936 | 3 677 | -1 940 575 | 2 972 324 |

| En milliers d’euros | | | | | |
|--|---------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|
| | Solde au 31/12/2024 | Dotations d’amortissements de l’exercice | Reprises d’amortissements de l’exercice | Autres variations de l’exercice | Solde au 31/12/2025 |
| Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1) | | | | | |
| Créances douteuses valeur brute Crédit Bail | 31 004 | | | | 37 809 |
| Total Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1) | 31 004 | | | | 37 809 |
| Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1) | | | | | |
| Provisions sur créances douteuses Crédit Bail | -19 148 | -11 999 | 5 889 | | -25 257 |
| Total Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1) | -19 148 | -11 999 | 5 889 | 0 | -25 257 |
| Créances rattachées Crédit Bail | | | | | |
| Créances rattachées Crédit Bail | 53 261 | | | | 45 835 |
| Total Créances rattachées Crédit Bail | 53 261 | | | | 45 835 |
| Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit bail | 65 117 | | | | 58 387 |

(1) En application de l’ANCn° 2014-07 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante (en milliers d’euros) :

| | Brut | Provision | Net |
|---------------------------------|--------|-----------|--------|
| Crédit bail compromis | 33 083 | -23 042 | 10 041 |
| Total crédit bail compromis | 33 083 | -23 042 | 10 041 |
| Crédit bail non compromis | 4 726 | -2 215 | 2 511 |
| Total crédit bail non compromis | 4 726 | -2 215 | 2 511 |
| Total crédit-bail | 37 809 | -25 257 | 12 552 |

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l’ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique est nul au 31 décembre 2025.

H) LOCATION SIMPLE

| En milliers d'euros | | | | | | | | | | | |
|--|---------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|------------------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|--------------------------------------|
| | IMMOBILISATIONS | | | | | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | | Valeur nette comptable au 31/12/2025 |
| | Solde au 31/12/2024 | Acquisitions d'immobilisations de l'exercice | Sorties d'immobilisations de l'exercice | Autres Variations de l'exercice | Solde au 31/12/2025 | Solde au 31/12/2024 | Dotations d'amortissements de l'exercice | Reprises d'amortissements de l'exercice | Autres variations de l'exercice | Solde au 31/12/2025 | |
| | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en Location Simple | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en Location Simple France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations patrimoine France | 7 976 | 0 | -1 784 | 7 749 | 13 941 | -3 536 | -579 | 1 158 | -2 032 | -4 989 | 8 952 |
| Provisions sur location simple France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provisions sur patrimoine France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -1 009 | -1 785 | 867 | 187 | -2 115 | -2 115 |
| Total des immobilisations en Location Simple | 7 976 | 0 | -1 784 | 7 749 | 13 941 | -4 545 | -2 364 | 2 024 | -1 844 | -7 104 | 6 837 |
| Immobilisations en cours Location Simple | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en cours Location Simple France | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des immobilisations en cours Location Simple | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Acomptes versés fournisseurs | | | | | | | | | | | |
| Acomptes versés fournisseurs France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des acomptes versés fournisseurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Immobilisations Location Simple | 7 976 | 0 | -1 784 | 7 749 | 13 941 | -4 545 | -2 364 | 2 024 | -1 844 | -7 104 | 6 837 |

| En milliers d'euros | | | | | |
|---|---------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|
| | Solde au 31/12/2024 | Dotations d'amortissements de l'exercice | Reprises d'amortissements de l'exercice | Autres variations de l'exercice | Solde au 31/12/2025 |
| Créances douteuses valeur brute Location Simple (1) | | | | | |
| Créances douteuses valeur brute Location Simple France | 0 | | | | 0 |
| Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1) | 0 | | | | 0 |
| Provisions sur créances douteuses Location Simple (1) | | | | | |
| Provisions sur créances douteuses Location Simple France | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créances rattachées Location Simple | | | | | |
| Créances rattachées Location Simple France | 0 | | | | 0 |
| Total Créances rattachées Location Simple | 0 | | | | 0 |
| Total des créances douteuses valeur nette et créances | 0 | | | | 0 |

(1) En application de l'ANC 2014-07 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante (en milliers d'euros) :

| | Brut | Provision | Net |
|--------------------------------------|------|-----------|-----|
| Location simple compromis France | 0 | 0 | 0 |
| Total location simple compromis | 0 | 0 | 0 |
| Location simple non compromis France | 0 | 0 | 0 |
| Total location simple non compromis | 0 | 0 | 0 |
| Total location simple | 0 | 0 | 0 |

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique est nul au 31 décembre 2025.

I) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

J) AUTRES ACTIFS

| | En milliers d'euros | |
|-----------------------------|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| Autres débiteurs divers | 4 454 | 5 346 |
| Impôt société | - | - |
| Impôt différé actif | 121 055 | 111 488 |
| Acompte fournisseurs | - | - |
| Dépôts et cautionnements | 1 236 | 1 236 |
| Etat autres Impôts et taxes | 345 | 404 |
| Comptes débiteurs douteux | 1 | - |
| Provisions au 31/12/2024 | -2 | -2 |
| Dotations de l'exercice | -3 | - |
| Reprises de l'exercice | 3 | - |
| Autres variations | - | - |
| Provisions au 31/12/2025 | -1 | -2 |
| TOTAL | 127 091 | 118 474 |

K) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

| | En milliers d'euros | |
|----------------------------------|---------------------|---------------|
| | 2025 | 2024 |
| Produits à recevoir | 5 617 | 20 034 |
| Appel en risques à recevoir BNPP | 4 | - |
| Charges à répartir | - | - |
| Valeurs à l'encaissement | 978 | - |
| Charges payées d'avance | 362 | 4 |
| Autres | 18 776 | 7 009 |
| TOTAL | 25 738 | 27 047 |

L) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

| | En milliers d'euros | |
|--------------------------------|---------------------|------------------|
| | 2025 | 2024 |
| Comptes et emprunts à vue | 14 178 | 8 647 |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total à vue | 14 178 | 8 647 |
| Emprunt au jour le jour | - | - |
| Comptes et emprunts à échéance | 3 377 745 | 3 345 930 |
| Dettes rattachées | 11 347 | 12 623 |
| Total à terme | 3 389 092 | 3 358 553 |
| TOTAL | 3 403 270 | 3 367 199 |

Echéancier des comptes et emprunts à échéance 2025 :

| | En milliers d'euros | | | | |
|---|---------------------|----------|---------------|--------------|-----------|
| | Total bilan | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans |
| Comptes et emprunts - Entreprises liées | 3 377 745 | 90 371 | 294 192 | 1 422 449 | 1 570 732 |
| Comptes et emprunts - Entreprises non liées | - | - | - | - | - |

M) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (Passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial. Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

| | En milliers d'euros | |
|----------------------|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| Comptes à vue | 16 376 | - |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total à vue | 16 376 | - |
| Comptes à terme | 223 061 | 248 442 |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total à terme | 223 061 | 248 442 |
| TOTAL | 239 437 | 248 442 |

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme à échéance 2025 :

| | En milliers d'euros | | | | |
|----------------------------|---------------------|------------|---------------|------------|---------|
| | Total bilan | < à 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an-5 ans | > 5 ans |
| Comptes créditeurs à terme | 239 437 | 5 343 | 16 607 | 118 750 | 98 737 |

N) DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|-------|
| | 2025 | 2024 |
| Bons de caisse | | |
| Total bons de caisse | - | - |
| Titres de créances négociables (1) | 1 000 | 1 000 |
| Dettes rattachées | | |
| Total titres de créances négociables | 1 000 | 1 000 |
| Obligations | - | - |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total obligations | - | - |
| Versements à effectuer sur titres non libérés | - | - |
| Total Dettes représentées par un titre | 1 000 | 1 000 |

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 25/03/2026 en compte.

O) AUTRES PASSIFS

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|--------|
| | 2025 | 2024 |
| Etat et Organismes sociaux | 5 025 | 8 392 |
| Fournisseurs (crédit bail et assimilés) | 42 251 | 53 809 |
| Clients et tiers acquéreurs | 3 381 | 580 |
| Fournisseurs divers | -0 | - |
| Impôt société | - | - |
| Impôt différé passif | - | - |
| Participation | - | - |
| Dépôts de garantie | 6 262 | 4 009 |
| Affacturage | - | - |
| Frais de personnel | - | - |
| Fond commun de titrisation | - | - |
| Autres | 56 | 104 |
| TOTAL | 56 974 | 66 895 |

P) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

| | En milliers d'euros | |
|--------------------------------|---------------------|--------|
| | 2025 | 2024 |
| Produits perçus d'avance (1) | 22 382 | 21 478 |
| Charges à payer | 7 133 | 12 555 |
| Autres | 2 531 | 10 356 |
| Comptes d'encaissement | 5 522 | |
| Règlement en cours affacturage | - | |
| TOTAL | 37 568 | 44 390 |

(1) Les produits perçus d'avance sont constitués exclusivement des régularisations des loyers de crédit-bail.

Q) PROVISIONS

| En milliers d'euros | | | | | | |
|--|--------------|------------|---------------|-------------|-------------------|--------------|
| | 2024 | Dotations | Reprises | Utilisation | Autres variations | 2025 |
| Provisions pour litiges | 23 | | | | | 23 |
| Provisions pour risque divers | 980 | 590 | -100 | | | 1 470 |
| Provisions pour réserve fin négative | | | | | | - |
| Provision pour action gratuite | | | | | | - |
| Provision pour risque LS | | | | | | - |
| Provision pour risque suspens comptable | | | | | | - |
| Provision pour divers douteux | | | | | | - |
| Provisions pour risques et charges sur suspens charges FGX | 1 030 | | -1 030 | | | - |
| | 2 033 | 590 | -1 130 | 0 | 0 | 1 493 |

R) DETTES SUBORDONNEES ET AUTRES

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

S) CAPITAUX PROPRES

1) Capital

Au 31 décembre 2025, le capital social de NATIOCREDBAIL s'élève à 32 000 000 euros composé de 2 000 000 actions d'un montant nominal de 16 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 4 360 K€.

3) Tableau de variation des capitaux propres

| En milliers d'euros | | | | | | |
|--------------------------------------|---------------|--------------------------|------------------------------|----------------|-------------------|---------------|
| | Ouverture | Affectation résultat n-1 | Distribution nette d'acompte | Résultat | Autres mouvements | Clôture |
| Capital | 32 000 | | | | | 32 000 |
| Prime d'émission | 17 642 | | - | | | 17 642 |
| Réserve légale | 3 200 | | | | | 3 200 |
| Réserve des plus values à long terme | - | | | | | - |
| Autres réserves | 75 | | | | | 75 |
| Provisions réglementées | - | | | | | - |
| Subventions d'investissement | 4 914 | | | | -554 | 4 360 |
| Report à nouveau | -6 103 | -9 369 | | | | -15 473 |
| Acomptes sur dividendes | 0 | | | | | - |
| Dividendes | - | - | - | | | - |
| Résultat net de l'exercice | -9 369 | 9 369 | | -22 419 | | -22 419 |
| TOTAL | 42 358 | 0 | 0 | -22 419 | -554 | 19 386 |

4) Résultat dilué par action et résultat par action

| | |
|---|--------|
| Résultats réduits à une seule action ajustée | |
| - Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions : | 113,19 |
| - Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions : | -11,21 |
| - Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) : | 0,00 |

4. NOTES SUR LE HORS BILAN

A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| Engagements donnés | 123 338 | 164 794 |
| Engagements de financement en faveur des établissements de crédit | - | - |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle (1) | 122 177 | 163 633 |
| Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit | 1 161 | 1 161 |
| Engagements de garantie en faveur de la clientèle | - | - |
| Engagements sur les produits dérivés | - | - |
| Engagements reçus | 38 559 | 141 470 |
| Engagements de financement reçus des établissements de crédit | - | - |
| Engagements de financement reçus de la clientèle | - | - |
| Engagements de garantie reçus des établissements de crédit | 38 559 | 53 313 |
| Engagements de garantie reçus de la clientèle (2) | - | 88 157 |

(1) Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle s'élève à 9 619 K€.

(2) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Engagements ne figurant pas au hors-bilan ". Ceux-ci s'élèvent à 879 710 K€ au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 88 157 K€ au 31/12/2024.

B) ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS BILAN

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|------|
| | 2025 | 2024 |
| Engagements de garantie reçus de la clientèle | 879 710 | - |

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 4 229 | 15 028 |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | -23 000 | -25 282 |

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

| | En milliers d'euros | | | |
|--|---------------------|---------------|--------------|----------------|
| | 2025 | | 2024 | |
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Opérations avec Etablissements de crédit (1) | 3 182 | 87 981 | 9 146 | 105 229 |
| Opérations avec la clientèle | - | 6 655 | - | 7 468 |
| Dotations aux provisions | - | - | - | - |
| Créances passées en perte sur l'exercice | - | - | - | - |
| Reprises de provision | - | - | - | - |
| Récupérations sur créances amorties | - | - | - | - |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | - | 25 | - | - |
| Autres intérêts | - | - | - | - |
| TOTAL | 3 182 | 94 661 | 9 146 | 112 697 |

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL**a) Produits sur opérations de crédit-bail**

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| Loyers | 394 162 | 406 884 |
| Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64) | 67 362 | 147 377 |
| Reprises de provisions pour dépréciations | 3 288 | 2 291 |
| Plus-values de cessions | 35 | 943 |
| Indemnités de résiliation | 8 972 | 2 731 |
| Produits divers | 11 428 | 9 331 |
| Dotations aux provisions | -11 999 | -3 386 |
| Reprises de provisions | 5 889 | 8 849 |
| Récupérations sur créances amorties | 6 | 87 |
| Créances passées en perte sur l'exercice | -916 | -7 203 |
| TOTAL | 478 228 | 567 904 |

b) Charges sur opérations de crédit-bail

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|----------------|
| | 2025 | 2024 |
| Dotations aux amortissements | 201 891 | 195 027 |
| Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64) | 105 807 | 91 933 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation | - | - |
| Dotations aux provisions immeubles ITNL | - | - |
| Moins-values de cessions | 69 441 | 159 853 |
| Charges diverses | 3 993 | 3 398 |
| TOTAL | 381 132 | 450 212 |

C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE**a) Produits sur opérations location simple**

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|--------------|
| | 2025 | 2024 |
| Loyers | 552 | 669 |
| Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64) | 867 | 331 |
| Reprises de provisions pour dépréciations | - | - |
| Plus-values de cessions | 25 | - |
| Indemnités de résiliation | - | - |
| Produits divers | - | - |
| Dotations aux provisions | - | - |
| Reprises de provisions | - | - |
| Récupérations sur créances amorties | - | - |
| Créances passées en perte sur l'exercice | - | - |
| TOTAL | 1 444 | 1 000 |

b) Charges sur opérations de location simple

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|------------|
| | 2025 | 2024 |
| Dotations aux amortissements | 579 | 315 |
| Dotations aux provisions pour dépréciations | 1 785 | 93 |
| Moins-values de cessions | 127 | 146 |
| Charges diverses | 526 | 296 |
| TOTAL | 3 016 | 849 |

D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|----------|
| | 2025 | 2024 |
| Part dans les entreprises liées | 0 | 1 |
| Participations et autres titres à long terme | - | - |
| Dotations/reprises | - | - |
| TOTAL | 0 | 1 |

E) COMMISSIONS

| | En milliers d'euros | | | |
|--|---------------------|------------|----------|------------|
| | 2025 | | 2024 | |
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Opérations avec Etablissements de crédit | - | 121 | - | 132 |
| Opérations avec la clientèle | - | - | - | - |
| Opérations Affacturage | - | - | - | - |
| Prestations de services financiers | - | 8 | - | 8 |
| TOTAL | - | 129 | - | 140 |

F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

| | En milliers d'euros | | | |
|--|---------------------|------------|--------------|------------|
| | 2025 | | 2024 | |
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France | 241 | - | 68 | - |
| Autres produits ou charges d'assurance France | 333 | - | 411 | - |
| Quote-part des subventions virée au compte de résultat | 354 | - | 649 | - |
| Quote-part des opérations faites en commun | - | - | - | - |
| Produits sur cessions de créances | - | - | - | - |
| Autres produits | 65 | - | 73 | - |
| Dotations/Reprises provisions | 100 | 590 | 91 | 100 |
| Autres charges | - | 189 | - | 318 |
| TOTAL | 1 093 | 779 | 1 293 | 418 |

I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**1) Frais de personnel**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations. NATIOCREDBAIL n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BNP PARIBAS LEASE GROUP sous forme d'assistance administrative.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les charges générales d'exploitation s'élèvent à 23 000 milliers d'euros (dont 22 619 milliers d'euros d'assistance administrative)

Les montants des honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 51 milliers d'euros. Les audits sont réalisés par les cabinets EY et Deloitte.

J) DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDBAIL ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

K) COUT DU RISQUE

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|------------|
| | 2025 | 2024 |
| Dotations aux provisions | 6 | -98 |
| Créances passées en perte sur l'exercice | - | |
| Reprises de provisions | 3 | 168 |
| Récupérations sur créances amorties | - | 116 |
| Dotations / Reprises pour risques | - | |
| TOTAL | 9 | 186 |

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

L) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

| | | | | | | En milliers d'euros | |
|--|---|----------------------------------|---|------------------------------------|--|---------------------|----------------|
| | Particip. et autres titres à long terme | Parts dans les entreprises liées | Sur immob. corporelles et incorporelles | Sur dépréciation des autres actifs | | 2025 | 2024 |
| Plus-values et reprises de provisions | | | | | | - | |
| Moins-values et dotations aux provisions (1) | -13 224 | | | | | -13 224 | -14 057 |
| TOTAL | | 0 | 0 | 0 | | -13 224 | -14 057 |

(1) Dotation aux provisions pour dépréciation des titres de NATIOCREDIMURS 2025 (-13 224 K€).

M) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par NATIOCREDBAIL, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDBAIL n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

J) IMPOT SUR LES SOCIETES

NATIOCREDBAIL ayant opté pour le maintien de son statut de SICOMI dans le cadre de l'article 96 de la loi de finance pour 1991, le résultat imposable est déterminé après ventilation des charges et produit entre :

- Le secteur exonéré qui comprend toutes les opérations de crédit-bail immobilier antérieur au 31 décembre 1995.
- Le résultat de ce secteur reste soumis à l'obligation de distribution d'au moins 85 % de son montant
- Le secteur taxable qui comprend essentiellement les autres produits

Cependant, compte tenu du montant non significatif du résultat non taxable pour l'exercice 2025, nous considérons dès à présent que le résultat de l'entité NATIOCREDBAIL est entièrement soumis au secteur taxable.

Le résultat fiscal sur secteur taxable est déficitaire de -27 717 551,29

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDBAIL n'a pas constaté d'impôt société à payer.

Au titre de 2025, le montant de l'impôt au titre des différences sociales / fiscales est de 9 567 771,68 €.

Nous cumulons un total de déficits reportables de 448 030 376,61 €.

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|---------------|
| | 2025 | 2024 |
| Impôt société | - | - |
| Impôt différé | 9 568 | 14 755 |
| Dotations / Reprises aux provisions pour impôts | - | - |
| TOTAL | 9 568 | 14 755 |

6. AUTRES INFORMATIONS

A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES

| En milliers d'euros | |
|---|--------------------------|
| | Entreprises liées France |
| ACTIF | |
| Créances sur les établissements de crédit | 166 788 |
| Créances sur la clientèle | 0 |
| Actions et autres titres à revenu variable participations et parts dans les entreprises liées | 0 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 |
| Obligations et autres titres à revenu variable | 0 |
| Autres Actifs | 0 |
| Comptes de régularisation actif | 5 |
| PASSIF | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 3 389 092 |
| Emprunts et Comptes créditeurs de la clientèle | 0 |
| Dettes représentées par un titre | 0 |
| Autres passifs | 0 |
| Comptes de régularisation passif | 6 534 |
| HORS BILAN | |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | 0 |
| Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit | 0 |
| Engagements de garantie en faveur de la clientèle | 0 |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit | 0 |
| Engagements de financement reçus de la clientèle | 0 |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit | 24 209 |
| Engagements de garantie reçus de la clientèle | 0 |

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

| En euros | |
|-------------------------|-----------------------|
| Résultat de l'exercice | -22 418 986,98 |
| Report à nouveau | -15 472 754,12 |
| Total à répartir | -37 891 741,10 |

| En euros | |
|--|-----------------------|
| Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée | 0,00 |
| Dividendes | 0,00 |
| Acompte sur dividendes | 0,00 |
| Report à nouveau | -37 891 741,10 |
| Total réparti | -37 891 741,10 |

C) COMPTABILITE SOCIALE / FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant qu'établissement de crédit, NATIOCREDBAIL est tenu de maintenir une comptabilité financière pour l'établissement de ses comptes consolidés pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat.

Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation. Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS 9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin, il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

| En milliers d'euros | |
|--|----------------|
| | 2025 |
| Résultat comptable avant impôt | -31 987 |
| Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales | -4 129 |
| Différence entre plus et moins value sociales et financières | 7 275 |
| Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses | 7 254 |
| Retraitements ANC 2014-07 | -170 |
| Retraitements contentieux | -8 077 |
| Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR | - |
| Ecart positif Extourne et produits constatés d'avances | 168 |
| Provisions réserve financière négative | - |
| Ecart intérimaire | - |
| Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre | -29 665 |

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de NATIOCREDBAIL au 31 décembre 2025, se décompose de la façon suivante :

| En milliers d'euros | |
|--|----------------|
| | 2025 |
| Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales | -76 936 |
| Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses | -10 937 |
| Retraitements ANC 2014-07 | 792 |
| Ecart positif Extourne et produits constatés d'avances | -1 410 |
| Divers - Provision sur Réserve latente négative | - |
| Réserve financière brute - French GAAP - au 31 décembre | -88 492 |
| Réserve financière sur immobilisations non louées | |
| Réserve financière brute French GAAP sur immobilisations louées - au 31 décembre | -88 492 |

c) Consolidation

NATIOCREDBAIL est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) EVENEMENTS POST CLOTURE**Conflit au Moyen-Orient :**

Le 28 février 2026, un conflit armé a éclaté entre l'Iran et les Etats-Unis, alliés à Israël. NATIOCREDBAIL n'est présent dans aucun des trois pays et n'est donc pas exposé directement par le conflit mais pourrait être impacté par les conséquences économiques de la crise dont les impacts ne sont pas à ce jour mesurables.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à - 22.418.986,98 EUR comme suit :

| | |
|--|--------------------|
| Résultat de l'exercice | -22.418.986,98 EUR |
| Dotation à la réserve légale | 0 EUR |
| Report à nouveau de l'exercice précédent | -15.472.754,12 EUR |
| Résultat affecté | -37.891.741,10 EUR |
| Distribution de dividendes (0 X 2.000.000 actions) | -0 EUR |
| Solde au report à nouveau | -37.891.741,10 EUR |

Le montant des dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices est de :

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------|------|------|------|
| Dividende distribué (en euros) | 3,49 | 0 | 0 |

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de NATIOCREDBAIL, sis au 12 Rue du Port - 92000 Nanterre.